

« En finir avec une organisation désastreuse » Nicolas Sarkozy, 22 janvier 2009.

Répondons-lui! Le 2 février, les universités s'arrêtent. Tous les laboratoires doivent soutenir activement la grève

Mauvais, non performants, archaïques, idéologues, partisans, conservateurs, aveugles, refusant de voir la réalité, immobilistes, ayant des mentalités à changer, installés dans le confort de l'autoévaluation et travaillant dans des structures obsolètes, archaïques et rigides. Voici donc les termes que Nicolas Sarkozy a utilisés dans son discours du 22 janvier 2009, pour dire ce qu'il pense de nous et de nos institutions. Et il a ajouté : « *N'y a-t-il pas urgence à en finir avec une organisation désastreuse. Les organismes de recherche doivent opérer leur transformation en agence de moyens* » (<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2373>)

A côté du mépris que le chef de l'Etat a ainsi manifesté à notre égard, il a confirmé une fois encore sa volonté qui confine à l'obsession de poursuivre le démantèlement de l'intégralité des institutions qui organisent en France la production et la diffusion du savoir scientifique. Le Président de la République a refusé d'entendre le rejet massif par les Universités des réformes sur le statut des enseignants-chercheurs et de la mastérisation et se propose d'ouvrir un autre front en annonçant la disparition programmée d'un système de recherche qui a offert au pays une bonne partie de ses succès industriels. L'heure n'est plus aux tergiversations, les décisions sont déjà prises : les réformes universitaires doivent se poursuivre et le CNRS sera transformé en une kyrielle d'agences de moyens, venant s'ajouter à celles existantes. Et qu'importent les incohérences internes de cette politique, l'aggravation du désintérêt pour les carrières scientifiques qu'elle entraînera, c'est le geste qui compte.

Comme à son habitude, le Président de la République fonde son projet sur un diagnostic totalement mensonger qu'il habille des atours de l'évidence. La France nous dit-il, serait à la traîne en matière de recherche et d'enseignement supérieur et ce, en dépit des sommes formidables qui lui seraient consacrées. La raison de cet échec tiendrait à la vétusté de ses institutions et au conservatisme de ses personnels installés dans le confort de la fonction publique. Faut-il rappeler une fois encore que la France occupe une place tout à fait honorable dans la recherche internationale, notamment au regard des faibles moyens qui lui sont consacrés ? Faut-il rappeler que l'université a vu en une génération ses effectifs étudiants doubler, sans que les moyens dont elle dispose pour les encadrer ne suivent, ce qui n'a pu se faire sans une certaine capacité d'adaptation de ses structures et de ses personnels ? (voir <http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2141>)

Face à cette nouvelle provocation d'un Président qui annonce avec un plaisir presque gourmand son intention d'en découdre, il ne faut pas en douter : nous saurons répondre présents pour empêcher la mise en coupe de notre système de recherche et d'enseignement supérieur.

Nous vous appelons donc à vous joindre massivement à la **journée interprofessionnelle de grève et de manifestations des salariés des secteurs public et privé du 29 janvier**. (A Paris, nous serons présents sous la banderole SLR dans le cortège et SLR-Paris convoquera une Assemblée générale de 12h à 13h30, aux Cordeliers, Amphi Farabeuf, 15, rue de l'Ecole de Médecine, métro Odéon.)

Par ailleurs, une coordination nationale des universités, réunie le 22 janvier à Paris a décidé de lancer **une grève pour le 2 février dans toutes les universités** qui doit donc être **soutenue par tous ceux –y compris les chercheurs, techniciens et personnels administratifs des organismes –** qui sont convaincus de la violence de l'attaque contre nos institutions et contre les valeurs qu'elles portent.

Plus que jamais, nous appelons (1) tous ceux dont les fonctions peuvent les conduire à réaliser des expertises dans le cadre de l'ANR ou de l'AERES signer et faire **signer le moratoire des expertises** (<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2147>) (2) et tous les laboratoires CNRS à **participer à la consultation mise en place par la C3N** à laquelle ont déjà pris part plus de 400 unités (<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2284>).

Enfin nous vous invitons également à signer **L'appel des appels** (<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2326>) et à participer à la journée du 31 janvier aux côtés d'acteurs d'autres secteurs eux-aussi confrontés à une casse similaire de leurs institutions.

Encore et toujours exigeons :

(1) Un moratoire des réformes en cours, voire pour certaines leur abandon pur et simple : réforme du statut des enseignants chercheurs, démantèlement du CNRS et des EPST, mastérisation, chaires CNRS/Universités.

(2) La création de postes et pour le moins, le rétablissement de tous les postes supprimés aux concours 2009 (chercheurs, enseignants-chercheurs, ITA et BIATOSS).

(3) La mise en place d'un débat et d'une véritable négociation avec les personnels, leurs organisations et les instances représentatives existantes (comité national, CNU, conseils universitaires et conseils d'organismes, etc.).

Pour le CA de Sauvons La recherche

Isabelle This Saint-Jean